Le Conseil,

Vu le rapport du 8 novembre 1995, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Pour me permettre de procéder à la mise en place des structures nécessaires à la conduite des actions de communication de la Communauté urbaine, je vous propose de bien vouloir autoriser différentes mesures tendant à modifier le tableau des effectifs ainsi que la rémunération de certains personnels de la direction de la communication.

Il s'agit de création ou de transformation d'emplois en application de l'alinéa 3 de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les postes en question étant confiés à des agents contractuels, du fait de la spécificité des fonctions exercées.

Par délibérations des 11 septembre 1989 et 26 octobre 1992, avait été créé un poste à temps partiel de directeur général de l'information et de la communication, indice majoré 1095. Je vous en demande la transformation en un emploi de "directeur de la communication" à temps partiel (mitemps) avec une rémunération égale à celle correspondant à l'indice majoré 1095.

Par délibérations des 24 septembre 1990 et 26 octobre 1992, avait été créé un poste de "directeur de la communication", indice majoré 1906. Je vous en demande la transformation en un emploi de "directeur de la communication des services", indice majoré 1512.

Par délibérations des 26 octobre 1992 et 27 septembre 1993, avait été créé un poste "d'assistant de communication", indice brut 441, indice majoré 384. Je vous en demande la transformation en un emploi de "responsable des relations avec la presse", indice brut 636, indice majoré 530.

Par délibération du 11 septembre 1989, avait été créé un poste de "chargé de presse, rédacteur en chef des publications", indice majoré 1066. Je vous en demande la transformation en un emploi de "chargé de communication adjoint", indice brut 636, indice majoré 530.

Par délibération du 18 décembre 1989, avait été créé un poste de "secrétaire particulier", indice brut 441, indice majoré 381. Je vous en demande la transformation en un emploi de "chargé des publications adjoint", indice brut 636, indice majoré 530.

Enfin, il convient de créer un poste "d'assistant de communication", indice brut 759, indice majoré 623.

Ces mesures n'entraîneraient pas de dépenses supplémentaires, une légère diminution du total des rémunérations étant opérée par rapport à l'ancienne situation.

Par ailleurs, les vice-présidents ne disposaient pas jusqu'alors de moyens propres de secrétariat et d'assistance, s'appuyant sur ceux des services. Cette situation ne leur permettant pas d'assurer correctement leurs fonctions, ils ont souhaité remédier à cet état de fait. Cette demande m'apparaît légitime et j'estime opportun d'affecter huit secrétaires au service des vice-présidents afin de compléter les structures nécessaires à la conduite de notre politique. Une recherche de candidatures interne a permis de retenir pour l'instant quatre agents titulaires. Pour compléter l'effectif prévu, je vous propose de créer dans l'immédiat deux postes de secrétaire de direction pourvus par voie contractuelle et rémunérés sur la base de l'indice brut 475, indice majoré 409.

De plus, il est nécessaire, pour le bon fonctionnement de notre bureau parisien, de lui affecter un secrétaire de direction. Ce poste, qui ne peut être occupé par un agent de la Communauté urbaine, serait pourvu par un agent contractuel rémunéré sur l'indice brut 475, indice majoré 409.

En raison de diverses cessations de fonctions parmi des agents contractuels, ces créations ne conduiraient pas à un surcoût ;

B - Propose de décider des création et transformations d'emploi indiquées ci-dessus et de fixer l'imputation de la dépense ;

C - Précise que ces mesures prendront effet du lendemain de la date de dépôt en préfecture de cette délibération, sauf en ce qui concerne l'emploi de chargé de communication adjoint qui prendra effet du 1er janvier 1996, l'emploi actuel de chargé de presse restant occupé jusqu'au 31 décembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu l'article 3 -3° alinéa- de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu les délibérations du précédent conseil en date des 11 septembre et 18 décembre 1989, 24 septembre 1990, 26 octobre 1992 et 27 septembre 1993 ;

Oùï l'avis de sa commission ressources humaines, incendie et secours ;

DELIBERE

1° - Décide des création et transformations d'emploi indiquées ci-dessus.

Ces mesures prendront effet du lendemain de la date de dépôt en préfecture de cette délibération, sauf en ce qui concerne l'emploi de chargé de communication adjoint qui prendra effet du 1er janvier 1996, l'emploi actuel de chargé de presse restant occupé jusqu'au 31 décembre 1995.

2°- La dépense résultant de ces création ou transformations sera prélevée sur les crédits normalement inscrits au budget.principal de l'exercice en cours - sous-chapitre 931-1 - article 610-1.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,